



PRÉFET DE L'AUBE

ARRÊTÉ N°2013225-0001

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société CHROMETAL-GIDER à Chavanges

Mise en demeure

Le Préfet de l'AUBE,

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V - titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°82-4281 du 6 octobre 1982 autorisant les sociétés CHROMETAL-GIDER et FONDERIE DU DER à exploiter sur le territoire de la commune de CHAVANGES ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-0153 du 20 janvier 2009 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012205-0008 du 23 juillet 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2012206-0001 du 24 juillet 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 29 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 30 mai 2013 a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas plusieurs des prescriptions prévues par les arrêtés préfectoraux des 23 et 24 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que ce non-respect constitue une atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a ainsi lieu de faire application de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter ces prescriptions ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

La société CHROMETAL-GIDER, ci-dessous dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Marque à CHAVANGES (10330) est mise en demeure pour son site exploité à la même adresse que son siège social, de respecter sous 3 mois :

- l'article 2.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012 205-0008 du 23 juillet 2012 ;
- l'article 2.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012 205-0008 du 23 juillet 2012 ;
- l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2012 206-0001 du 24 juillet 2012 ;
- l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2012 206-0001 du 24 juillet 2012 ;
- l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2012 206-0001 du 24 juillet 2012 ;

ARTICLE 2 -

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée par l'exploitant au tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (25 rue du Lycée- 51 036 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex). Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 4 :

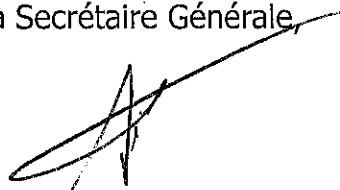
Le présent arrêté sera notifié à la société CHROMETAL GIDER.

Une copie de ce dernier sera déposée aux archives de la Mairie de Chavanges pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée. Un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de Chavanges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A TROYES, le 11 3 AOUT 2013

Pour le Préfet, et par délégation,
La Secrétaire Générale,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal stroke that extends to the right and then curves upwards.

Pascale SILBERMANN